

Unité départementale de la Manche  
477 Boulevard de la Dollée  
BP 70271  
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 05/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**LTP Loisel**

Le moulinet  
50540 Isigny-le-Buat

Références : 2024.156  
Code AIOT : 0005301392

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2024 dans l'établissement LTP Loisel implanté Le moulinet 50540 Isigny-le-Buat. L'inspection a été annoncée le 14/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LTP Loisel
- Le moulinet 50540 Isigny-le-Buat
- Code AIOT : 0005301392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière «Le Moulinet» à Isigny-le-Buat est autorisé par l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1998, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 janvier 2021, pour une production de 150 000 tonnes par an.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 12	Demande d'action corrective	3 mois
3	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 27	Demande d'action corrective	6 mois
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 14.3	Demande d'action corrective	3 mois
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 13.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Limite des excavations	Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 26	Sans objet
4	Rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 07/01/2021, article 13.3	Sans objet
6	Protection visuelle	Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 20	Sans objet
8	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 22	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 26 février 2024 avait pour objectif de contrôler le respect des prescriptions réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 1998 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 janvier 2021.

Aucun écart substantiel n'a été constaté lors de ce contrôle par sondage. L'exploitant devra reprendre les gradins afin de respecter la hauteur maximale de 15 mètres ; transmettre annuellement le plan d'exploitation de la carrière à l'inspection des installations classées ; transmettre les résultats du contrôle des niveaux sonores une fois celui-ci effectué et enfin réaliser le ravitaillement des engins sur l'aire prévue à cette effet.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'échelle adaptée à la superficie sera établi par l'exploitant. Sur ce plan seront reportés :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>- les bords de la fouille,</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>- les zones remises en état.</li> </ul> <p>Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an et copie en sera adressée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Subdivision de St Lô.</p>
---

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 26 février 2024, ce plan a pu être consulté dans le cadre de l'inspection, néanmoins, l'exploitant de la carrière du Moulinet ne transmet pas celui-ci à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Normandie de façon annuelle tel que prévu par son arrêté préfectoral. Aucun plan n'a été reçu depuis l'année 2019.</p>
--

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra, au moins une fois par an, le plan d'exploitation mis à jour de sa carrière. Cet envoi peut être électronique (ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : 477, boulevard de la Dollée BP 70271 50001 Saint-Lô Cedex.</p>
---

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

#### N° 2 : Limite des excavations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bords des excavations seront tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 26 février 2024, l'inspection a contrôlé les bords des excavations de la carrière. Ceux-ci sont bien tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Modalités d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitation de la carrière devra satisfaire aux conditions suivantes:</p> <p>27.1- L'extraction de matériaux sera réalisée au moyen d'explosifs.</p> <p>27.2 - Les gradins auront une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. Leur nombre sera limité à 4.</p> <p>La zone tampon sera préservée jusqu'à un dénivelé d'un mètre au dessus du ruisseau sur un axe est-ouest.</p> <p>Aucune extraction ne sera par ailleurs réalisée au dessous du niveau NGF 138.</p> <p>Les banquettes horizontales séparant chaque gradin auront une largeur au moins égale:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à 15 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas,</li> <li>- à 3 mètres en fin d'exploitation.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 26 février 2024, l'inspection a contrôlé les conditions d'exploitation de la carrière. L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs. L'exploitant réalise, en moyenne, six à sept tirs d'explosifs par an.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de deux sur quatre gradins dont la hauteur dépasse légèrement les 15 mètres.</p> <p>Aucune non conformité concernant les largeurs des banquettes horizontales n'a été repérée. Enfin, la carrière est actuellement exploitée à la côte 139 m NGF, soit au-delà de la côte minimale de 138 m NGF prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra s'assurer que la hauteur des gradins ne dépasse pas celle prévue par son arrêté préfectoral d'autorisation et reprendre ceux dont c'est le cas.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6mois</p>

#### N° 4 : Rejets dans le milieu naturel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2021, article 13.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le rejet de toutes les eaux (eaux d'exhaure, eaux pluviales et les eaux de lavage) est interdit dans la rivière « Le Moulinet ».</p> <p>Le circuit fermé de traitement des eaux de la carrière (cf annexe 3 du présent arrêté) est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une zone tampon, « l'étage 0 », d'un volume utile minimum de 3 000 m<sup>3</sup>, le carreau de la carrière permet de stocker les eaux d'exhaure. Le carreau a une pente inversée par rapport au bassin de décantation n°1 situé en contre-bas, à proximité de la rivière « Le Moulinet ». Seule la surverse de ce carreau, en cas d'épisode pluvieux très important, est dirigée vers le bassin n°1.</li> </ul>

<p>- Un bassin de décantation n°1, d'un volume utile minimum de 600 m<sup>3</sup> récupère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* par gravité, les eaux d'exhaure, de surverse du carreau et les eaux de ruissellement de la zone de remblais située en contre-bas de « l'étage 0 » ;</li> <li>* par gravité, les eaux de ruissellement des installations de traitement des matériaux (concassage) et des zones de stockage des matériaux ;</li> <li>* les eaux pompées depuis le bassin de décantation n°2.</li> </ul> <p>Ce bassin n°1 est équipé d'une sonde de mesure en continu du pH (avec enregistrement automatique) qui déclenche la mise en route du trommel en cas de pH inférieur à 5,5 afin d'obtenir des eaux dans le bassin de traitement avec un pH compris entre 5,5 et 8,5.</p> <p>- Un bassin de décantation n°2, d'un volume utile minimum de 600 m<sup>3</sup> récupère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* par gravité, les eaux de l'aire étanche, bétonnée, de lavage après passage dans un débourbeur/déshuileur ;</li> <li>* les eaux, par surverse, du bassin de traitement des eaux.</li> </ul> <p>- Un bassin de traitement des eaux, d'un volume utile minimum de 300 m<sup>3</sup> récupère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* par gravité, une partie des eaux du bassin n°1 traitées, en sortie de trommel (traitement par calcaire) ;</li> <li>* par gravité, l'autre partie des eaux du bassin n°1;</li> <li>* les eaux pompées depuis le bassin de décantation n°2, en cas de niveau bas du bassin de traitement des eaux.</li> </ul> <p>Ce bassin est utilisé pour l'alimentation des eaux du système d'aspersion des installations de traitement des matériaux, d'arrosage des pistes et du rotoluve (lavage des roues des camions).</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le 26 février 2024, l'inspection a contrôlé que le traitement des eaux de la carrière est assuré conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 janvier 2021. Ainsi, les éléments suivants ont été contrôlés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le bassin de décantation et de stockage des eaux provenant du carreau (exhaure + pluvial) ;</li> <li>- le bassin de traitement des eaux acides (trommel) avec contrôle du pH en continu et présence d'une alarme visuelle en cas de dépassement du pH ;</li> <li>- le deuxième bassin de décantation qui recueille gravitairement les eaux pluviales et de nettoyage de la zone bétonnée (après traitement dans un séparateur à hydrocarbures).</li> </ul> <p>Un contrôle documentaire de l'évolution de la valeur du pH dans le bassin de traitement des eaux a été effectué. Il ressort de celui-ci que, depuis le 1er janvier 2023, la valeur du pH n'a pas dépassé les limites prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation de cette carrière.</p> <p>Enfin, aucun rejet des eaux n'a été constaté dans le cours d'eau « le Moulinet ».</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

#### N° 5 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 14.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un contrôle des niveaux sonores sera effectué dès le début d'exploitation de la carrière et au début de chaque nouvelle phase pour lesquelles les fronts de taille se rapprocheront des habitations.</p>

14.1

Les niveaux de bruits en limite de la zone d'exploitation ne devront pas en tout état de cause dépasser les seuils suivants dans la journée :

6h30 à 21h : 65 dB(A)

Les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à une distance de 200 m du périmètre de l'exploitation ainsi qu'à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés,

**Constats :**

L'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit la réalisation d'un contrôle des niveaux sonores au début de chaque nouvelle phase.

Or, l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 janvier 2021 modifie le phasage d'exploitation de la carrière jusqu'à l'échéance de l'autorisation de celle-ci. Ainsi, il prévoit une phase de 2020 à 2023 et une phase de 2024 à 2028.

Le 26 février 2024, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de contrôle des niveaux sonores suite au changement de phase d'exploitation et prévoir de l'organiser en avril. Le devis prévoyant ce contrôle a été présenté à l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra, sous 3 mois, les résultats du contrôle des niveaux sonores en limites du site ainsi que des émergences au droit des habitations les plus proches de la carrière.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3mois

**N° 6 : Protection visuelle**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 20

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sans objet

**Prescription contrôlée :**

Des merlons plantés d'essence locales seront aménagés en périphérie des zones exploitées.

Leur hauteur et les plantations devront constituer un écran efficace pour limiter au maximum les vues directes sur le site.

Les plantations couvriront les merlons ou au moins leur base.

**Constats :**

Le 26 février 2024, l'inspection a contrôlé par sondage le périmètre de l'autorisation de la carrière du Moulinet. Un merlon périphérique et des haies arbustives au nord de la carrière permettent de

réduire les impacts visuels et sonores sur les habitations voisines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 13.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La carrière du Moulinet dispose d'une aire étanche où est réalisé l'entretien simple des engins. Le 26 février 2024, considérant la localisation de la cuve de stockage du carburant (GNR), l'inspection a relevé que le ravitaillement des engins n'est pas réalisé sur cette aire étanche mais plus proche du lieu d'extraction des matériaux.</p> <p>De plus, l'inspection a constaté la présence d'une quantité non négligeable d'un mélange d'eau et de GNR dans la rétention de cette cuve.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant modifiera son organisation afin de réaliser le ravitaillement de ses engins sur l'aire étanche prévue à cette effet et procédera à la vidange de la rétention de sa cuve de carburant. Il justifiera l'élimination des résidus dans une installation dûment autorisée à les recevoir.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

**N° 8 : Dispositions préliminaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1998, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>22.1 - Le bénéficiaire de la présente autorisation devra apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en</p>



état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b>  Le 26 février 2024, l'inspection a pu constater la présence, sur les voies d'accès à la carrière, d'un panneau indiquant les informations prévues par son arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite